

Education et Liberté Economique des Jeunes et des Femmes au Cameroun

Chefor Ngwenyi Meungwe

Introduction

Comme de nombreux autres pays, le Cameroun est confronté au défi majeur d'assurer l'éducation et l'autonomisation économique des jeunes et des femmes. Le point d'intersection entre l'éducation et la liberté économique se voit crucial pour la promotion de la croissance inclusive et le développement durable. Ce document explore les défis et les opportunités au Cameroun, mettant l'accent sur le besoin d'interventions ciblées afin de promouvoir l'éducation et la liberté économique chez les jeunes et les femmes. L'éducation est un droit fondamental qui joue un rôle vital dans le façonnement de l'avenir des individus, des communautés, et des nations (Brookfield 2013). Elle est un élément essentiel pour l'acquisition des compétences, des connaissances, et des valeurs requises pour le développement personnel et professionnel. De plus, l'éducation est un moteur clé de la croissance économique, la réduction de pauvreté, et le progrès social. Cependant, le secteur de l'éducation au Cameroun est confronté à des défis de taille qui entravent la liberté économique des jeunes et des femmes (Neneh 2014).

Éducation et liberté économique, un défi pour les jeunes camerounais

La liberté économique renvoie à la capacité des individus à faire des choix concernant leur activités économiques, libres de restrictions indues, et à profiter des fruits de leur travail sans intervention excessive du gouvernement ni exploitation par d'autres (Gwartney et al., 2015). Cela englobe donc le droit de propriété, de création d'entreprise, de commerce

libre, et de poursuite d'opportunités économiques sans discrimination ou harcèlement.

Le secteur de l'éducation au Cameroun est confronté à des défis de taille qui entravent la liberté économique des jeunes. Malgré les progrès réalisés dans l'amélioration de l'accès à l'éducation, des disparités persistent dans cet accès pédagogique. De nombreux jeunes manquent une éducation de qualité en raison de facteurs tels que la pauvreté, l'inégalité des sexes, et les disparités régionales et dans certains cas les cultures. Par exemple, les filles dans les zones rurales sont plus susceptibles d'abandonner l'école à cause des mariages précoces, grossesses, et tâches domestiques. De plus, la qualité d'éducation reste une préoccupation, avec des programmes d'études obsolètes, des infrastructures inadéquates, et un manque d'enseignants qui entravent l'obtention de résultats d'apprentissage efficaces (Brookfield 2013). Les femmes constituent 49.6% de la population mondiale, tandis que les jeunes âgés de 10 à 24 ans représentent 15.5% (Wirba 2021), indiquant que les jeunes et les femmes comptent la majorité de la population mondiale.

Par conséquent, l'absence de ceux-ci sur le marché de l'emploi se voit cruciale et pourrait déstabiliser la croissance économique et d'autres indicateurs de développement.

Le manque d'une éducation de qualité limite la capacité des jeunes à acquérir les compétences et connaissances nécessaires pour concourir sur le marché de l'emploi, perpétrant ainsi la pauvreté et limitant leur potentiel économique.

Les contraintes économiques auxquelles les jeunes camerounais font face sont déconcertantes. Le taux élevé de chômage chez les jeunes limitent la liberté économique,



Source : Care

avec des diplômés qui ont du mal à trouver un emploi convenable, entraînant des frustrations et une sous-exploitation des compétences (Kuepie 2010). Ceci perpétue la pauvreté et limite leur potentiel économique. Le manque de liberté économique chez les jeunes a des conséquences sévères, notamment une pauvreté accrue, des inégalités, et des troubles sociaux. Il est important d'aborder les défis de la promotion de l'éducation et l'autonomisation économique des jeunes camerounais.

Nouvelles opportunités

Le Cameroun pourrait s'appuyer sur l'éducation pour promouvoir la liberté économique des jeunes dans le but de lutter contre ces défis. Le renforcement de la formation professionnelle et technique pourrait doter les jeunes de compétences pratiques pertinentes au marché de l'emploi, accroissant ainsi leur employabilité. La promotion de l'éducation à l'entrepreneuriat pourrait encourager l'auto-emploi et l'innovation, tandis que l'amélioration de la culture numérique pourrait préparer les jeunes à l'évolution du paysage de l'emploi (Sharma 2020). Par exemple, la formation au codage, à l'analyse des données et au marketing digital peut doter les jeunes de compétences en forte demande dans l'économie moderne. Ceci pourrait les aider à créer leurs propres emplois, réduisant ainsi le chômage et promouvant la croissance économique.

Les politiques d'inclusion des sexes sont également essentielles pour la promotion de la croissance économique des femmes. Investir dans l'éducation des filles et lutter contre les stéréotypes de genre pourraient permettre aux femmes de contribuer largement à la croissance économique. Améliorer l'accès des femmes entrepreneures aux services financiers par l'entremise des microfinances et groupes d'épargne pourrait également leur permettre d'être économiquement autonomes. Cet objectif peut être accompli à l'aide des programmes ciblés qui offrent aux femmes entrepreneures une formation, un encadrement et un accès au crédit (Wirba 2021). L'autonomisation économique des femmes pourrait avoir un effet multiplicateur sur l'économie, puisqu'elles sont plus susceptibles d'investir dans leurs familles et communautés, promouvant ainsi la croissance et le développement économiques.

Défis

Malgré les opportunités présentes, plusieurs obstacles structurels entravent la promotion de l'éducation et la liberté économique des jeunes et femmes au Cameroun. Des normes de genre profondément enracinées limitent la participation économique des femmes dont la plupart sont censées accorder la priorité aux tâches domestiques plutôt qu'aux activités économiques (Tambi et al 2017). Il est essentiel de lutter contre les préjugés culturels pour promouvoir

l'égalité des sexes. Un financement insuffisant de l'éducation entrave des améliorations en termes de qualité, tandis que le décalage entre l'éducation et les exigences du marché perpétue le chômage (Brookfield 2013).

Le manque d'une mise en œuvre efficace des politiques est également un défi important. Le renforcement de la coordination entre les agences du gouvernement, les ONG, et les parties prenantes du secteur privé pourrait assurer une approche cohésive à la promotion de l'éducation et la liberté économique. Le suivi et l'évaluation réguliers de l'efficacité des politiques pourrait permettre d'identifier les domaines à améliorer et de ce fait, ajuster les stratégies.

Conclusion et recommandations

Le Cameroun devrait accorder la priorité à l'éducation et l'autonomisation économique de jeunes et des femmes afin de débloquer leur potentiel et stimuler la croissance économique et le développement durable. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement devrait investir dans l'éducation en accordant plus de 15.6% de son budget tel qu'indiqué en 2022 (La loi de finances du Cameroun 2022) à une portion plus raisonnable qui permettra l'amélioration de l'infrastructure pédagogique, la formation des enseignants, et le développement du programme d'études. Il est également essentiel de promouvoir l'égalité des sexes en défiant les stéréotypes et de créer un environnement propice à la participation économique des femmes. Le gouvernement devrait effectuer un suivi régulier des progrès et une évaluation des résultats de politiques pour adapter les stratégies et affronter les défis qui surgissent. Le renforcement de la coordination entre les agences du gouvernement, les ONG, et les parties prenantes du secteur privé pourrait assurer une approche cohésive à la promotion de l'éducation et la liberté économique.

De plus, le gouvernement devrait offrir une formation, un encadrement et un accès au crédit aux femmes entrepreneurs afin de les rendre économiquement autonomes, dans des situations où la pauvreté se pose comme étant le problème principal. Le renforcement de la culture numérique, la mise à jour d'un programme d'études révisé et bénéfique, et la promotion de l'éducation à l'entrepreneuriat peuvent doter les jeunes de compétences utiles sur le marché de l'emploi. En abordant des défis tels que la culture comme obstacle à l'éducation, en décrivant toute culture qui empêche un enfant d'aller à l'école en raison de son sexe ou toute autre raison. Le gouvernement, les ONG, les parties prenantes du secteur privé, et la société civile devraient travailler ensemble pour créer un environnement favorable à la promotion de l'éducation et l'autonomisation économique des jeunes et des femmes au Cameroun.

En conclusion, la promotion de l'éducation et la liberté économique des jeunes et des femmes au Cameroun est

cruciale pour favoriser la croissance économique et le développement durable. Le gouvernement devrait accorder la priorité à l'éducation et à la liberté économique en investissant dans l'éducation, en promouvant l'égalité des sexes et en offrant aux femmes entrepreneurs une formation, un encadrement et un accès au crédit. En luttant contre les défis et profitant des opportunités, le Cameroun pourrait débloquer le potentiel de ses jeunes et ses femmes, et promouvoir la croissance économique et le développement durable.

Références

Brookfield, M. (2013). The impacts of education: A case study of Muslim women in Ngaoundéré, Cameroon.

Johannes, T. A., & Noula, A. G. (2011). Gender and increased access to schooling in Cameroon: A marginal benefit incidence analysis. *Journal of International Women's Studies*, 12(1), 94-106.

Neneh, B. N. (2014). An assessment of entrepreneurial intention among university students in Cameroon. *Mediterranean Journal of Social Sciences*, 5(20), 542.

Sharma, A. (2020). Does economic freedom improve health outcomes in sub-Saharan Africa? *International Journal of Social Economics*, 47(12), 1633-1649.

Kuepie, M. (2016). Determinants of labour market gender inequalities in Cameroon, Senegal and Mali: the role of human capital and fertility burden. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 37(1), 66-82.

Tambi, M. D., Atemnkeng, J. T., & Bime, M. J. (2017). Women in agricultural production and food security in rural Cameroon.

Wirba, A. V. (2021). Transforming Cameroon into knowledge-based economy (KBE): The role of education, especially higher education. *Journal of the Knowledge Economy*, 1-31.

Gwartney, J., Lawson, R., & Hall, J. (2015). *Economic Freedom of the World: 2015 Annual Report*. Fraser Institute.

Republic of Cameroon. (2022). Loi de finances 2022 [2022 Budget Law]. Extrait de <https://www.mef.gov.cm/uploads/documents/loi_de_finances_2022.pdf>



Chefor Ngwenyi Meungwe

Assistante de Recherche,
Small Business &
Entrepreneurship Center
(SBEC)